

stor
CA1
EA953
93M22
FRE

Storage
CA1 EA953 93M22 FRE
L'économie mexicaine en revue
(résumé)
43270160

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

A. La politique économique

B. La dette extérieure

L'ÉCONOMIE MEXICAINE EN REVUE

(RÉSUMÉ)

D. Finances publiques (politique budgétaire)

E. L'inflation

F. Les salaires

G. Les politiques monétaire et financière

H. Les marchés financiers

I. Le taux de change

J. Le balance des paiements

K. Le secteur parapublic

L. Les investissements étrangers

M. Le secteur pétrolier

SECTION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES

Ambassade du Canada, Mexico

MARS 1993

| |
|--|
| <p>Dept. of External Affairs Min. des Affaires extérieures</p> <p>JAN 18 1995</p> <p>RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE</p> |
|--|

43-270-160

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

- A. La politique économique
- B. La dette extérieure
- C. Production et emploi
- D. Finances publiques et politique budgétaire
- E. L'inflation
- F. Les salaires
- G. Les politiques monétaire et financière
- H. Les marchés financiers
- I. Le taux de change
- J. La balance des paiements
- K. Le secteur parapublic
- L. Les investissements étrangers
- M. Le secteur pétrolier
- N. Libéralisation des échanges commerciaux
- O. Le secteur de l'agriculture
- P. Déréglementation de l'industrie
- Q. La dynamique du marché mexicain
- R. Les relations commerciales Canada-Mexique

INTRODUCTION

Le Mexique poursuit son programme de modernisation et de changements structurels, et les perspectives d'accroissement du commerce et des investissements y sont meilleures que jamais. Le marché intérieur mexicain a été très dynamique au cours des quatre dernières années, ayant connu un taux de croissance annuelle moyen de 4 p. 100. À l'heure actuelle, la préoccupation première du gouvernement mexicain est de ramener l'inflation sous la barre des 10 p. 100, soit un taux avoisinant celui des autres pays signataires de l'ALENA. Dans un effort pour moderniser son économie, le gouvernement mexicain poursuit une politique économique qui vise à stimuler la croissance en encourageant les investissements dans le secteur privé et à faire du Mexique un membre dynamique et compétitif de la communauté économique internationale. Dans cette optique, le gouvernement a apporté ces dernières années de nombreux changements à ses politiques afin d'améliorer la compétitivité de l'économie mexicaine.

Au cours des deux dernières années, le gouvernement mexicain a éliminé le déficit des finances publiques et jeté les bases nécessaires au rétablissement de la stabilité macro-économique. En même temps, il a aidé le secteur privé à améliorer et à accroître le rendement micro-économique en ouvrant l'économie du pays. Ces mesures ont déjà porté fruit : les exportations de produits autres que le pétrole ont beaucoup augmenté, et le gouvernement a réussi à gagner la confiance des investisseurs et des négociants mexicains et étrangers. De plus en plus axée sur le marché, l'économie mexicaine se prépare à rivaliser sur les marchés mondiaux. Toutefois, les principaux défis qu'elle aura à relever seront d'améliorer le financement des investissements sans relancer l'inflation et d'accroître la productivité de sorte que les investissements contribuent à la croissance réelle de l'économie. Pour y parvenir, le Mexique devra assurer sa stabilité économique et politique, accroître ses épargnes intérieures, renforcer son marché intérieur grâce à la hausse des salaires, réduire le poids du service de la dette extérieure, accroître les investissements étrangers, hausser le niveau des exportations et rapatrier davantage de capitaux mexicains au pays.

Ces défis sont liés à un réel besoin de relancer l'économie mexicaine après une décennie de stagnation au cours de laquelle les infrastructures du pays se sont grandement détériorées. Il est prioritaire de rénover les infrastructures existantes et d'en ériger de nouvelles et d'accroître la capacité industrielle. Dans les années à venir, le Mexique entend bien se tailler une place dans le marché nord-américain et tirer parti des débouchés offerts par l'ALENA, accroissant ainsi l'efficacité économique et améliorant le sort d'une population croissante. Pour surmonter les obstacles, le pays devra consentir tous les efforts et investir d'énormes capitaux; s'il réussit, les débouchés s'accroîtront d'autant en matière d'investissement et de commerce. Le gouvernement mexicain aura, bien sûr, de nombreux autres défis à relever qui sont liés d'une façon ou d'une autre à la croissance économique et à la stabilité du pays. Certes, il reste beaucoup à faire pour améliorer les

infrastructures matérielles et sociales du pays et s'assurer que la croissance économique bénéficiera à un nombre accru de Mexicains. On devra promouvoir l'éducation en milieu rural et offrir aux enfants particulièrement doués de toutes les couches économiques une éducation plus longue et de qualité supérieure. Il faudra également assurer une meilleure répartition de la richesse et veiller à ce que les réformes profitent au plus grand nombre possible de Mexicains. Une autre question très importante, de nature politique cette fois, est le défi que les prochains présidents auront à relever si la population revendique une participation à la vie politique à la mesure de ses gains économiques.

RÉSUMÉ

A. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Au cours des quatre dernières années, la politique économique mexicaine a porté essentiellement sur un programme de lutte contre l'inflation s'inscrivant dans le cadre d'un pacte économique auquel ont adhéré le gouvernement, les syndicats et les entreprises, et qui comportait des mesures d'austérité traditionnelles (politique de resserrement budgétaire) et des mesures moins orthodoxes (contrôle des salaires, des prix et du taux de change). La politique d'austérité s'est poursuivie de pair avec une libéralisation de l'économie qui a remplacé les contrôles gouvernementaux pour laisser agir les forces du marché et la concurrence étrangère.

Le Pacte économique entre le gouvernement, les organisations ouvrières et le milieu des affaires (en vigueur depuis 1988) a servi de modèle au gouvernement dans sa campagne de lutte contre l'inflation. La nouvelle phase du pacte (que l'on a appelé Pacte pour la stabilisation, la compétitivité et l'emploi), prolongée jusqu'en décembre 1993, prévoit notamment une plus grande latitude pour les fluctuations du taux de change. Ainsi, les dévaluations du peso par rapport au dollar américain passeront de 20 à 40 centavos par jour, soit 4,8 p. 100 par année. Le pacte prévoit également des augmentations mensuelles des prix de l'énergie jusqu'à concurrence de 10 p. 100 par année, ainsi qu'une hausse de 7 p. 100 du salaire minimum (soit le taux d'inflation visé pour 1993). Les chefs syndicaux ont convenu que les règlements salariaux prévus en 1993 ne dépasseraient pas 10 p. 100.

Bien que l'un des principaux objectifs économiques de 1992 ait été de ramener l'inflation sous les 10 p. 100, on s'est contenté d'un résultat final de 11,9 p. 100, contre 18,8 p. 100 en 1991. Le gouvernement mexicain a pris des mesures draconiennes pour le réduire davantage, même au prix d'un ralentissement de la croissance économique. En 1992, il a abaissé de cinq points de pourcentage la taxe sur la valeur ajoutée, a institué le contrôle des prix, a conclu avec le secteur privé des ententes de réduction de prix pour de nombreux biens et services et a exercé une vigilance accrue dans la perception des impôts sur le revenu.

En 1992, le Mexique a enregistré un important déficit de sa balance des paiements, soit environ 20 milliards de dollars américains (contre 13 283 millions en 1991). Toutefois, l'apport de capitaux a permis de combler ce déficit et d'accroître les réserves monétaires au niveau record de 20,5 milliards de dollars. Toujours en 1992, le rythme des entrées de capitaux étrangers a diminué légèrement et, en milieu d'année, le marché boursier a commencé à baisser. Le gouvernement a donc dû relever les taux d'intérêt pour empêcher la fuite des capitaux. En 1993, le défi consistera à s'assurer un apport suffisant de capitaux étrangers et à maintenir les réserves monétaires à un niveau élevé, en prenant garde toutefois de ne pas trop freiner l'économie.

Bien qu'en 1992 le gouvernement n'ait pas tout à fait réalisé les objectifs qu'il s'était fixés en matière de lutte contre l'inflation et de croissance économique, il a réalisé le surplus budgétaire visé et est parvenu à maintenir la stabilité du taux de change. Il a également réussi à améliorer le niveau de vie des couches les plus pauvres de la population, grâce à son programme Solidarité. Le budget de 1993, déposé en novembre dernier, expose les objectifs de la politique économique pour l'année, le plus important étant de ramener le taux d'inflation sous les 10 p. 100 par le maintien de fermes mesures d'austérité.

B. LA DETTE EXTÉRIEURE

Le niveau autorisé de la dette publique sera en 1993 de 3,5 milliards de dollars américains. Bien que le gouvernement mexicain ait annoncé en mai 1992 le rachat de 7 milliards de dollars de l'ancienne dette, la dette extérieure totale à la fin de 1992 était de 106 milliards, soit plus qu'en octobre 1982 lorsque le Mexique a interrompu ses paiements d'intérêt aux banques. L'accroissement de la dette extérieure est principalement attribuable au retour du secteur privé sur les marchés monétaires internationaux.

En février 1990, le gouvernement mexicain a conclu une entente (le plan Brady) qui visait à réduire la dette et à obtenir de nouveaux crédits auprès des banques commerciales. L'Institut des finances internationales estime qu'en 1992 le Mexique a versé 14,2 milliards de dollars américains au titre du service de la dette extérieure, soit 7,8 milliards en capital et 6,4 milliards en intérêts. Après un sommet de 40 p. 100, le ratio endettement - recettes en devises étrangères provenant de la vente de biens et de services représente tout de même 30,1 p. 100. La réussite du rééchelonnement a ramené la confiance et a favorisé le rapatriement de capitaux mexicains au pays et l'apport de nouveaux capitaux étrangers.

C. PRODUCTION ET EMPLOI

Pour l'année 1993, le gouvernement mexicain prévoit que la croissance réelle du PIB atteindra 2,5 p. 100, quoique dans le secteur privé on estime qu'elle ne dépassera pas 2 p. 100. En dépit de la restructuration de l'économie, le nombre d'emplois dans l'ensemble des secteurs a reculé de 1,5 p. 100 en 1992. Toutefois, certains secteurs, notamment ceux de la construction et de la fabrication, ont enregistré une augmentation à ce chapitre. En 1992, le salaire minimum réel a diminué d'environ 2 p. 100, mais les autres salaires ont augmenté de 6,8 p. 100. On ne peut se fier aux statistiques officielles du Mexique pour avoir une évaluation précise du chômage et du sous-emploi; certains instituts privés estiment que le chômage représente environ 8 p. 100 de la main-d'oeuvre disponible, alors que le sous-emploi atteindrait 20 p. 100 de l'ensemble de la population. En milieu rural, notamment dans le sud du pays, le sous-emploi est endémique.

D. FINANCES PUBLIQUES ET POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Les mesures de resserrement budgétaire se sont poursuivies tout au long de 1992. De fait, les finances publiques, dont le déficit représentait 5,5 p. 100 du PIB en 1989, affichaient un surplus de 0,5 p. 100 en 1992. Si la tendance se maintient, ce surplus pourrait atteindre cette année 1,7 p. 100 du PIB. En 1993, le gouvernement utilise à des fins budgétaires un prix de 14,2 \$ US par baril de pétrole exporté, ce qui indique qu'il ne prévoit pas de changement dans le total des recettes provenant de sa principale source de taxes et de dividendes.

E. L'INFLATION

Pour 1993, le gouvernement vise un taux d'inflation de 7 p. 100. Selon nos estimations, il pourrait atteindre 10 p. 100. Bien que l'année dernière l'inflation ait baissé à 11,9 p. 100, en nette amélioration par rapport au taux de 18,8 p. 100 enregistré en 1991, et en dépit des politiques monétaires et budgétaires mises de l'avant par le gouvernement pour ramener l'inflation sous les 10 p. 100, on doute fort que ce seuil soit atteint. Il y a fort à parier, toutefois, que les chiffres officiels indiqueront que l'inflation a glissé sous les 10 p. 100, histoire de démontrer à la population que le président tient ses promesses.

F. LES SALAIRES

En 1993, on a haussé le salaire minimum de 7 p. 100, comme il avait été convenu dans le pacte économique de novembre 1992. En 1992, le salaire minimum réel a continué à diminuer, sauf dans le secteur de la fabrication où les salaires ont augmenté de 6,8 p. 100 en valeur réelle. Cette année, la plupart des syndicats ont accepté des hausses salariales ne dépassant pas 10 p. 100. L'an dernier, le Mexique a créé un régime de pension obligatoire connu sous le nom de SAR et administré par les banques commerciales. Dans le cadre de ce programme, les employeurs sont tenus de verser 2 p. 100 du salaire des employés dans leur régime de pension individuel.

G. LES POLITIQUES MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

En 1992, la croissance de la masse monétaire a commencé à ralentir en dépit de l'apport continu de capitaux étrangers, en raison des mesures prises par le gouvernement pour endiguer les entrées de capitaux. En janvier 1993, le Congrès mexicain a approuvé l'adoption du nouveau peso (équivalant à 1 000 anciens pesos). Pendant encore un an, les prix seront exprimés en nouveaux et en anciens pesos; à compter de 1994, on utilisera seulement les nouveaux pesos.

Après la renégociation de la dette, les taux d'intérêt mexicains (pour les bons du Trésor à court terme) ont chuté, passant d'un rendement annuel de 40 p. 100 en 1989 à 15,7 p. 100 à la fin de 1992, pour remonter à 18 p. 100 en février 1993. Les mesures anti-inflationnistes, et notamment la hausse des taux d'intérêt, ont engendré des problèmes économiques. Le crédit consenti au

secteur privé s'en est trouvé réduit et l'on prévoit qu'il augmentera deux fois moins vite que l'année dernière. La privatisation des 18 banques commerciales nationales a permis au gouvernement d'encaisser, de 1991 à 1992, quelque 18 milliards de dollars de recettes supplémentaires qui ont servi à réduire la dette publique.

H. LES MARCHÉS FINANCIERS

Au cours de 1992, les emprunts publics ont diminué en valeur réelle, en raison du surplus budgétaire escompté. Toutefois, dans le secteur privé, les emprunts ont augmenté de 23 p. 100 par rapport à 1991. On estime que le crédit réel consenti au secteur privé par les banques commerciales augmentera de 12 p. 100 tout au plus en 1993, vu les taux d'intérêt très élevés et le ralentissement de la croissance économique. En 1992, l'indice boursier a augmenté de 23 p. 100 (contre 128 p. 100 l'année précédente), en raison notamment des conjectures négatives quant à l'issue des négociations de l'ALENA. Au cours des deux premiers mois de 1993, le marché boursier a reculé de 10 p. 100, baisse que l'on attribue au ralentissement économique causé par la diminution considérable des bénéfices des entreprises et aux inquiétudes quant à l'engagement du gouvernement Clinton vis-à-vis de l'ALENA.

I. LE TAUX DE CHANGE

Le 20 octobre 1992, la dévaluation du peso par rapport au dollar américain est passée de 20 à 40 anciens centavos par jour, politique qui se poursuivra jusqu'à la fin de 1993. Le fait que le peso a été amputé de trois décimales le 1^{er} janvier 1993 atténuera l'impact psychologique causé par l'élargissement de l'écart entre les deux monnaies. Quoi qu'il en soit, le taux de dévaluation annuel est passé de 2,4 à 4,8 p. 100. L'appréciation réelle du peso par rapport au dollar américain atteindra 25 p. 100. Toutefois, le peso est plus fort puisque les capitaux étrangers continuent à affluer en raison des taux d'intérêt élevés. Bien qu'une dévaluation quotidienne relativement petite soit responsable de l'appréciation du peso, les représentants de la Banque centrale ne s'inquiètent pas outre mesure; selon eux, cela atténuera les effets de l'inflation importée, ce qui contribuera à la réalisation de l'objectif premier du gouvernement de ramener l'inflation sous les 10 p. 100.

J. LA BALANCE DES PAIEMENTS

Selon des estimations préliminaires, le déficit du compte courant serait d'environ 20 milliards de dollars américains pour 1992, et l'on prévoit qu'il atteindra 25 milliards en 1993. Ces importantes augmentations du déficit inquiètent, mais on estimait les réserves de devises étrangères à 19,2 milliards de dollars à la fin de 1992, ce qui procure une certaine protection. L'entrée massive de capitaux sur les marchés monétaire et boursier a permis de combler le déficit courant et d'accroître considérablement les réserves de devises étrangères. Si l'on a augmenté les taux d'intérêt, c'est précisément dans le but de prévenir toute nouvelle fuite de capitaux et d'en attirer de nouveaux.

K. LE SECTEUR PARAPUBLIC

Le gouvernement mexicain poursuit son programme de rationalisation du secteur parapublic en liquidant, en fusionnant, en cédant et en vendant des sociétés et en réduisant les subventions. Le gouvernement s'est départi des trois quarts des 1 155 entreprises parapubliques qui existaient en 1983. Les 18 banques et les sociétés publiques du secteur de l'acier ont été vendues. Les sociétés que le gouvernement a conservées sont pour la plupart des entreprises de services, mais quelques-unes sont d'importantes sociétés d'État telles Pemex, la compagnie mexicaine d'électricité et les chemins de fer nationaux. Mais même dans ces secteurs l'on permet que les investissements proviennent en partie de sociétés privées et même étrangères. En décembre dernier, le Congrès mexicain a adopté une loi autorisant les entreprises privées à investir dans les secteurs de l'électricité et de l'eau, dans le cadre de concessions à long terme renouvelables. Le gouvernement mexicain a déjà privatisé des compagnies aériennes, la compagnie de téléphone et une partie de Conasupo, entreprise de distribution de produits alimentaires. Certaines chaînes de télévision d'État, le quotidien *El Nacional* ainsi que des salles de cinéma appartenant à l'État seront vendus sous peu. Quelque 60 usines de produits pétrochimiques appartenant à Pemex, la société minière Minera Autlan, quelques aéroports et services portuaires seront également privatisés.

L. LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Une nouvelle loi visant à promouvoir les investissements sera déposée prochainement au Congrès mexicain. En 1992, on estimait à 3 574 millions de dollars américains les investissements directs étrangers au pays. L'année dernière, les placements en portefeuille ont augmenté d'environ 12,6 milliards de dollars. Les investissements étrangers dans le marché boursier ont atteint 28,6 milliards de dollars, soit un cinquième de la valeur totale des titres. À la fin de 1992, les investissements étrangers directs cumulatifs au Mexique représentaient la somme de 37,5 milliards de dollars.

Au 31 décembre 1992, les sommes investies par le Canada au Mexique atteignaient 579,6 millions de dollars américains, soit 1,5 p. 100 de l'ensemble des investissements étrangers directs au Mexique. Ainsi, le Canada se classe au neuvième rang des pays qui investissent au Mexique. Les capitaux provenant du Canada sont répartis entre 300 entreprises. Le Canada détient une participation majoritaire dans 110 de ces entreprises. Sous le gouvernement actuel, les investissements canadiens ont augmenté de 256 millions de dollars, en hausse de 79,2 p. 100 par rapport à 1988. Ces dernières années, le Canada est devenu l'un des investisseurs étrangers les plus dynamiques.

M. LE SECTEUR PÉTROLIER

En 1992, le Mexique a exporté 1,370 million de barils de pétrole brut par jour à 14,9 \$ le baril. En 1993, il prévoit en exporter 1,42 million à 14,2 \$ le baril, ce qui produira des recettes d'exportation d'environ

7,6 milliards de dollars américains. Les principaux changements d'ordre structurel et administratif apportés à Pemex à l'automne de 1992 visaient à en faire une compagnie pétrolière moderne et efficace capable de rivaliser sur les marchés mondiaux. La société compte maintenant quatre divisions d'exploitation, chacune devant rivaliser comme centre de profit distinct.

N. LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Depuis 1985, le Mexique a libéralisé son commerce en adoptant les mesures suivantes : 1) élimination graduelle des prix de référence officiels; 2) élimination presque complète des licences d'importation (sauf pour quelques produits agricoles); et 3) réduction des taux de droit maximums de 50 à moins de 20 p. 100. Au Mexique, le tarif commercial moyen pondéré est maintenant inférieur à 10 p. 100. La valeur des licences d'importation en 1992 n'est plus que 13 p. 100 du chiffre de 1983. Le pays a enregistré en 1992 un déficit commercial d'environ 20 milliards de dollars américains, alors que les importations ont augmenté de plus de 20 p. 100. Les exportations totales sont demeurées stables en raison d'une baisse des exportations de produits miniers et agricoles. Toutefois, les exportations de produits finis ont augmenté, quoique de façon modérée.

En décembre 1992, le Mexique, les États-Unis et le Canada ont signé l'Accord de libre-échange nord-américain, qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1994 après ratification par les trois parties. Des négociations relatives à des ententes parallèles portant sur l'environnement et le travail ont été entamées.

Les exportations du Canada vers le Mexique ont augmenté de 37,4 p. 100 en 1992 pour atteindre 780 millions de dollars. Pour sa part, le Mexique est un important fournisseur du Canada, avec des ventes atteignant 2,7 milliards de dollars canadiens en 1992. En vertu du Tarif de préférence général du Canada, les fabricants mexicains bénéficient d'avantages particuliers, et plus de 80 p. 100 des importations canadiennes en provenance du Mexique s'effectuent déjà en franchise de droits.

O. LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

En novembre 1991, le gouvernement mexicain a pris une importante décision en soumettant au Congrès une nouvelle loi agraire visant à réformer et à moderniser le secteur et à permettre une participation accrue de l'entreprise privée. Cette loi a été sanctionnée et le nouveau règlement autorise les sociétés étrangères à investir dans ce secteur. Pendant de nombreuses années, la production agricole a ralenti en raison des nombreux problèmes de productivité et du régime foncier désuet auquel sont confrontés les fermiers mexicains. En 1992, la production a reculé de 0,2 p. 100 et l'on prévoit en 1993 une croissance d'à peine 1,5 p. 100.

P. DÉRÈGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE

Le Mexique a libéralisé les règlements relatifs aux investissements étrangers, et les sociétés étrangères peuvent maintenant détenir une participation majoritaire dans la plupart des activités économiques. Les règles régissant l'importation de technologies étrangères ont été simplifiées et libéralisées, et le Congrès mexicain a approuvé une nouvelle loi sur la protection des droits de propriété intellectuelle. La déréglementation dans l'industrie du camionnage a permis d'éliminer les monopoles dans le secteur du transport routier, ce qui a entraîné une baisse des coûts pour les utilisateurs. Le secteur de la pétrochimie a été ouvert aux investisseurs privés, tant mexicains qu'étrangers. On a modifié les règlements dans l'industrie automobile afin d'en promouvoir l'internationalisation. De plus, on a assoupli les règles auxquelles sont assujetties les industries en zone franche (*maquiladoras*).

Q. LA DYNAMIQUE DU MARCHÉ MEXICAIN

Bien que le revenu par habitant du Mexique soit encore faible par rapport à celui des États-Unis ou du Canada, il s'est accru ces dernières années, et la demande intérieure pour un certain nombre de produits s'est améliorée. Les ventes d'automobiles, par exemple, ont augmenté d'environ 40 p. 100 par année de 1988 à 1991, bien que leur progression ait ralenti à 10 p. 100 l'an dernier. Pour une vaste gamme de produits de consommation, les ventes annuelles ont également augmenté de près de 20 p. 100, en valeur réelle, au cours des trois dernières années. L'ouverture de l'économie a entraîné, ces dernières années, une hausse de plus de 25 p. 100 des importations de marchandises, ce qui a permis d'élargir la gamme des produits offerts aux consommateurs mexicains. Selon les estimations officielles, les importations de produits augmenteront de 11 p. 100 en 1993, quoique dans le secteur privé l'on prévoit que la hausse dépassera ce taux. De fait, comme le déficit commercial mexicain a presque doublé en 1992 par rapport à 1991, les autorités ont décidé de ralentir la croissance économique à court terme et d'accroître la dévaluation du peso par rapport au dollar afin de freiner les importations et de soutenir les exportations.

R. LES RELATIONS COMMERCIALES CANADA-MEXIQUE

L'intérêt des hommes et femmes d'affaires canadiens à l'égard du Mexique a atteint un niveau sans précédent, les négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ayant mis en évidence ce marché naissant. L'ALENA entraînera une réduction des obstacles au commerce mis en place par le Mexique, ce qui aura pour effet de créer de nouvelles occasions d'affaires pour les produits et les services canadiens. Les entreprises canadiennes pourront accroître leurs ventes dans des secteurs qui auparavant faisaient l'objet de nombreuses restrictions, par exemple l'automobile, les services financiers, le camionnage, le secteur énergétique et les pêches. Les tarifs douaniers et les prescriptions relatives aux licences d'importation imposés par le Mexique disparaîtront, certains au moment de l'entrée en vigueur de l'ALENA et d'autres d'ici cinq à dix ans, ce qui permettra aux entreprises

canadiennes d'avoir librement accès à un marché de plus de 85 millions de consommateurs.

Le Mexique est déjà le plus important partenaire commercial du Canada en Amérique latine. Le commerce bilatéral s'élevait à plus de trois milliards de dollars en 1991 et a progressé de façon appréciable depuis le milieu des années 1980. La valeur des exportations canadiennes vers le Mexique a diminué, passant de 593 millions de dollars en 1990 à 523 millions en 1991, en raison d'une baisse des ventes dans les secteurs traditionnels de l'agriculture, de la métallurgie et des mines. Toutefois, en 1992, elle a augmenté de 37 p. 100 par rapport à 1991, pour atteindre 770 millions de dollars.

Les relations commerciales Canada-Mexique se sont intensifiées depuis l'adhésion du Mexique à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), en 1986. Depuis 1988, le gouvernement mexicain, sous la direction du président Carlos Salinas de Gortari, a mis en oeuvre un certain nombre d'importantes mesures pour réformer l'économie qui était auparavant fermée. Grâce à ces mesures, l'inflation est passée de 159 p. 100 en 1987 à près de 10 p. 100, et le taux de croissance économique annuel est en moyenne de 4 p. 100. L'entrée de capitaux, en partie des capitaux mexicains rapatriés, a progressé pour atteindre plus de quatre milliards de dollars par année. Les importations totales ont augmenté de près de 22 p. 100 en 1991, faisant du Mexique un marché offrant des débouchés immédiats aux exportateurs canadiens et un des marchés connaissant la plus forte expansion au monde.

Les entreprises canadiennes ont déjà commencé à tirer parti des nouvelles mesures commerciales pour renforcer leur présence au Mexique. En 1992, plus de 4 500 exportateurs ont visité la Section commerciale de l'ambassade du Canada à Mexico. **Le ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, a inauguré un bureau canadien du commerce à Monterrey (Nuevo Leon), le 26 janvier 1993, pour soutenir les efforts du nombre croissant de Canadiens faisant affaire dans la région industrielle du nord du Mexique.** L'intérêt accru des milieux d'affaires pour le Mexique est de bon augure pour les ventes de produits et services canadiens. Cette tendance se maintiendra. Les réformes du marché et le désir du secteur privé mexicain d'accroître sa capacité technologique et d'améliorer sa compétitivité à l'échelle internationale engendreront un accroissement des débouchés pour les technologies, les produits et les services canadiens. Par exemple, les exportations canadiennes de produits manufacturés vers le Mexique ont progressé de près de 15 p. 100 en 1992, et cette hausse continuera de s'accélérer au cours de la prochaine décennie. Les entreprises canadiennes des secteurs des télécommunications, des matières plastiques, de l'automobile, des machines-outils et de la ferronnerie ont aussi montré qu'elles pouvaient percer sur le marché mexicain. Les efforts accrus qu'elles ont faits pour commercialiser leurs produits ont en effet entraîné des ventes notables. Le marché des produits agro-alimentaires, particulièrement les aliments transformés et d'autres produits de consommation haut de gamme, offrent aussi des débouchés intéressants aux entrepreneurs canadiens.

L'appui important apporté par Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada (AECEC) a favorisé les exportations de produits manufacturés vers le Mexique, qui sont en hausse. Le gouvernement a organisé des activités multisectorielles de promotion du commerce; les activités et les manifestations mises sur pied à chaque année par le ministère ont mis en vedette le matériel d'exploitation des mines, les télécommunications, les logiciels, l'agriculture et les produits alimentaires, les matières plastiques, la ferronnerie et les machines-outils ainsi que les technologies de pointe, dont les systèmes d'information géographique. Ces activités ont permis, dans une large mesure, de faire connaître aux petites et moyennes entreprises canadiennes le marché mexicain qui, dans l'avenir, devrait connaître la plus forte croissance.

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) joue également un rôle de premier plan en apportant son soutien aux activités de commercialisation du Canada. La SEE dispose actuellement d'une marge de crédit commercial dépassant 750 millions de dollars américains dans des banques commerciales mexicaines, des banques de développement et des sociétés d'État comme la PEMEX et la CFE, entreprises d'État dans les secteurs du pétrole et de l'électricité. Ces marges de crédit facilitent l'acquisition de produits et de services canadiens. Ces mécanismes de financement ont été particulièrement utiles pour appuyer l'entrée de nouveaux exportateurs sur le marché mexicain, qui ont pu diriger leurs clients vers les banques mexicaines pour qu'ils aient accès aux mécanismes de crédit de la SEE.

Le Programme de coopération avec le monde des affaires de l'Agence canadienne de développement international (ACDI/PIC) a également aidé un nombre croissant d'entreprises canadiennes à percer sur le marché mexicain. La nécessité de signer des ententes de coentreprise et de transfert technologique avec des partenaires mexicains est devenue, en particulier, un facteur important dont tiennent compte les entreprises canadiennes désireuses de pénétrer le marché mexicain. Les relations commerciales entre les secteurs privés des deux pays prennent de plus en plus souvent la forme de partenariats stratégiques visant à accroître les capacités technologiques locales, grâce à la présence à long terme de spécialistes canadiens ou au transfert de technologie s'accompagnant d'une formation appropriée du personnel mexicain.

L'ACDI/PIC a aussi apporté un soutien important aux travaux préparatoires réalisés par des ingénieurs-conseils canadiens au Mexique. On note, plus particulièrement, plusieurs projets de protection et de contrôle de l'environnement concernant la pollution de l'air et de l'eau, l'élimination des déchets dangereux et la remise en état des marécages dans les zones situées à proximité des secteurs industriels et résidentiels. On espère que les études effectuées avec le soutien de l'ACDI/PIC aboutiront à des projets mis en oeuvre grâce aux fonds d'institutions financières internationales comme la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, ou à des fonds provenant d'autres sources comme les banques privées canadiennes et mexicaines et la SEE.

APERÇU STATISTIQUE DE L'ÉCONOMIE MEXICAINE

| | 1990 | 1991 | 1992 |
|--|---------|---------|---------|
| Population (fin 1992, en million) | 81,1 | 82,8 | 84,5 |
| Taux annuel de croissance démographique | 2,1 | 2,1 | 2,1 |
| PIB (en milliard \$ US courants) | 234,4 | 280,3 | 320,4 |
| PIB par habitant (\$ US courants) [au taux de change du marché libre] | 2 874,0 | 3 307,0 | 3 792,0 |
| Croissance réelle du PIB (var. annuelle en %) | 4,4 | 3,6 | 2,7 |
| Croissance réelle du PIB par hab. (var. annuelle en %) | 2,3 | 1,5 | 0,6 |
| Indice des prix à la consommation (var. annuelle en %) | 29,9 | 18,8 | 11,9 |
| Croissance de la masse monétaire (M1)(var. ann. en %) | 60,3 | 122,2 | 17,3 |
| Population active (fin 1992, en million) | 26,2 | 26,6 | 26,2 |
| Taux de chômage officiel | 2,8 | 3,0 | 2,9 |
| Production industrielle réelle (var. annuelle en %) | 5,4 | 3,1 | 2,3 |
| Investissements bruts en capital fixe (en % du PIB) | 18,7 | 20,5 | 21,7 |
| Déficit budgétaire (en % du PIB) | -3,5 | -1,5 | 0,4 |

COMPTES EXTÉRIEURS

(en milliard \$ US)

| | 1990 | 1991 | 1992 |
|---|---------|---------|---------|
| Revenus totaux (biens et services) | 45,0 | 45,7 | 46,4 |
| Dépenses totales (biens et services) | 52,1 | 59,0 | 68,8 |
| Solde du compte courant | -7,1 | -13,3 | -22,4 |
| Exportations (FAB) | 26,8 | 27,1 | 27,5 |
| Importations (FAB) | 31,4 | 38,2 | 48,1 |
| Balance commerciale | -4,6 | -11,1 | -20,6 |
| Revenus des maquiladoras | 3,6 | 4,1 | 4,8 |
| Revenus (transactions frontalières) | 1,9 | 1,9 | 1,8 |
| Dépenses (transactions frontalières) | 3,4 | 3,6 | 4,1 |
| Solde (transactions frontalières) | -1,5 | -1,7 | -2,1 |
| Revenus touristiques | 3,4 | 3,5 | 3,8 |
| Dépenses des touristes mexicains à l'étranger | 1,9 | 2,2 | 2,4 |
| Balance du tourisme | 1,5 | 1,3 | 1,4 |
| Investissements étrangers totaux (fin 1992) [SECOFI] | 30,3 | 33,9 | 37,5 |
| Investissements étrangers directs [BANCO DE MEXICO] | 2,6 | 4,8 | 6,1 e |
| Avoirs étrangers (marchés boursiers mexicains) | 2,0 | 7,5 | 12,6 e |
| Compte de capital | 8,8 | 20,2 | 24,1 |
| Erreurs et omissions | -0,4 | -1,1 | -1,2 |
| Variation des réserves en devises étrangères | 3,4 | 7,2 | 1,7 |
| Réserves en devises étrangères (au 31 déc. 1992) | 10,3 | 17,5 | 19,2 |
| Dette extérieure (fin de période) | 101,7 | 103,8 | 106,1 |
| Ratio moyen dette - revenus totaux, biens et services | 2,5 | 2,3 | 2,3 |
| Ratio moyen dette - PIB | 0,43 | 0,36 | 0,33 |
| Ratio intérêts - revenus totaux, biens et services | 0,20 | 0,18 | 0,13 |
| Taux de change moyen (pesos / \$ US) | 2 838,0 | 3 105,0 | 3 179,0 |

ÉCHANGES COMMERCIAUX CANADA - MEXIQUE

(chiffres du Canada, en million \$ CAN)

| | 1990 | 1991 | 1992 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| Exportations mexicaines vers le Canada | 1 748,6 | 2 579,8 | 2 751,1 |
| Exportations canadiennes vers le Mexique | 643,4 | 560,7 | 770,6 |
| Solde des échanges | -1 105,2 | -2 019,1 | -1 980,5 |
| Part du Canada des exportations mexicaines (%) | 0,7 | 0,8 | 1,2 |
| Part du Canada des importations mexicaines (%) | 2,0 | 1,3 | 2,0 |

ÉCHANGES COMMERCIAUX ÉTATS-UNIS - MEXIQUE

(chiffres des É.-U., en milliard \$ US)

| | | | |
|---|------|------|------|
| Exportations américaines vers le Mexique | 18,7 | 18,3 | 18,6 |
| Importations américaines du Mexique | 19,2 | 25,0 | 30,2 |
| Part américaine des exportations mexicaines (%) | 70,0 | 67,6 | 68,4 |
| Part américaine des importations mexicaines (%) | 64,4 | 65,6 | 62,8 |

COMMERCE DU MEXIQUE

(chiffres mexicains, en million \$ US)

| EXPORTATIONS | 1990 | % | 1991 | % | Variation % |
|---------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|-------------|
| | | | | | 91/90 |
| Total | 26 838 | 100,0 | 27 120 | 100,0 | 1,1 |
| 1. É.-U. | 18 997 | 70,0 | 18 911 | 69,7 | -0,5 |
| 2. Japon | 1 449 | 5,4 | 1 240 | 4,6 | -14,5 |
| 3. Espagne | 1 456 | 5,4 | 1 150 | 4,2 | -21,0 |
| 4. France | 552 | 2,1 | 600 | 2,2 | 8,7 |
| 5. CANADA | 230 | 0,9 | 575 | 2,1 | 150,0 |
| 6. RFA | 342 | 1,3 | 571 | 2,1 | 67,0 |
| 7. Pays-Bas | 340 | 1,3 | 571 | 2,1 | 67,9 |
| 8. Bel-Lux | 220 | 0,8 | 321 | 1,2 | 45,9 |
| IMPORTATIONS | | | | | |
| Total | 31 272 | 100,0 | 38 184 | 100,0 | 22,1 |
| 1. É.-U. | 20 453 | 64,4 | 24 903 | 65,2 | 21,8 |
| 2. RFA | 1 751 | 5,6 | 2 320 | 6,1 | 32,5 |
| 3. Japon | 1 432 | 4,8 | 2 031 | 5,3 | 41,8 |
| 4. France | 714 | 2,3 | 967 | 2,5 | 35,4 |
| 5. CANADA | 459 | 1,5 | 784 | 2,1 | 70,8 |
| 6. Brésil | 423 | 1,4 | 753 | 2,0 | 78,0 |
| 7. Italie | 457 | 1,5 | 623 | 1,6 | 36,3 |
| 8. Espagne | 526 | 1,7 | 573 | 1,5 | 8,9 |

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU MEXIQUE

(en million \$ US)

| | 1990 | 1991 | Augmentation \$ | % |
|--------------|---------------|---------------|--------------------|-------------|
| Total | 30 309 | 33 875 | 3 566 | 11,8 |
| 1. É.-U. | 19 080 | 20 465 | 2 385 | 12,5 |
| 2. RFA | 1 956 | 2 040 | 84 | 4,3 |
| 3. R.-U. | 1 914 | 1 988 | 74 | 3,9 |
| 4. Japon | 1 456 | 1 591 | 135 | 9,3 |
| 5. France | 946 | 1 447 | 501 | 53,0 |
| 6. Suisse | 1 347 | 1 415 | 68 | 5,0 |
| 7. Espagne | 692 | 736 | 44 | 6,4 |
| 8. Canada | 417 | 491 | 74 | 17,7 |
| 9. Suède | 350 | 364 | 14 | 4,0 |
| Autres | 2 153 | 1 770 | | |

PART DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

(% par pays, 1991)

| | INVESTISSEMENTS CUMULATIFS | NOUVEAUX INVESTISSEMENTS |
|--------------|----------------------------|--------------------------|
| Total | 100,0 | 100,0 |
| 1. É.-U. | 60,4 | 66,9 |
| 2. RFA | 6,0 | 2,4 |
| 3. R.-U. | 5,9 | 2,0 |
| 4. Japon | 4,7 | 3,8 |
| 5. France | 4,3 | 14,0 |
| 6. Suisse | 4,2 | 1,9 |
| 7. Espagne | 2,2 | 1,2 |
| 8. Canada | 1,4 | 2,1 |

**PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES
À DESTINATION DU MEXIQUE**
(milliers \$ CAN)

| EXPORTATIONS | 1990 | 1991 | 1992 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Pièces d'automobiles (y compris pièces de moteurs) | 109 400 | 127 100 | 157 600 |
| Blé | 8 400 | 25 000 | 108 700 |
| Ouvrages en fer, en fonte et en acier | 67 700 | 46 300 | 87 800 |
| Télécommunications matériel connexe/pièces | 40 000 | 21 800 | 61 000 |
| Viande | 23 600 | 31 600 | 49 900 |
| Houille | 0 | 2 200 | 32 100 |
| Papier journal | 15 900 | 34 900 | 28 300 |
| Lait en poudre | 72 500 | 13 400 | 24 900 |
| Aéronefs et pièces | 39 100 | 17 300 | 20 800 |
| Pâte de bois | 27 700 | 21 200 | 20 200 |
| Colza | 0 | 0 | 13 000 |
| Amiante | 13 400 | 16 000 | 12 700 |
| Cuivre (brut) | 0 | 0 | 12 200 |
| Équipement de filtrage/épuration | 16 400 | 2 200 | 10 700 |
| Orge, avoine et graines à canaris | 700 | 5 100 | 9 400 |
| Soufre | 28 800 | 19 800 | 7 500 |
| Tableaux et panneaux électriques | 600 | 100 | 7 200 |
| Mobilier | 900 | 2 400 | 7 000 |
| Huiles de pétrole | 5 100 | 16 100 | 6 900 |
| Total partiel | 470 400 | 402 400 | 677 800 |
| Autres | 172 900 | 158 300 | 92 800 |
| EXPORTATIONS TOTALES | 643 400 | 560 700 | 770 600 |

Source : Statistique Canada, Statistiques sur le commerce de marchandises.

**PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES
EN PROVENANCE DU MEXIQUE**
(milliers \$ CAN)

| IMPORTATIONS | 1991 | 1992 |
|---|------------------|------------------|
| Pièces, fournitures et accessoires d'automobiles | 538 200 | 688 400 |
| Automobiles | 716 200 | 602 100 |
| Équipement radio, téléphonique et audio et pièces | 143 500 | 199 400 |
| Huiles de pétrole | 97 600 | 188 400 |
| Moteurs et pièces | 224 900 | 139 400 |
| Fils d'allumage | 105 000 | 118 800 |
| Machines de traitement de données et pièces | 127 800 | 105 700 |
| Conditionneurs d'air et ventilateurs/matériel et pièces | 57 000 | 73 100 |
| Équipement de filtration/purification et pièces | 26 900 | 66 400 |
| Fruits et noix | 56 800 | 55 500 |
| Légumes - non préparés | 48 600 | 43 100 |
| Équipement électrique d'éclairage et de signalisation | 27 500 | 34 100 |
| Tapis, tissus et fils | 30 200 | 31 700 |
| Bière, vins et alcools | 15 500 | 17 700 |
| Meubles et accessoires | 21 200 | 14 900 |
| Ressorts (fer ou acier) | 15 400 | 14 300 |
| Vêtements | 11 500 | 13 500 |
| Total partiel | 2 263 500 | 2 406 300 |
| Autres | 316 300 | 344 800 |
| IMPORTATIONS TOTALES | 2 579 800 | 2 751 100 |

Source : Statistique Canada, Statistiques sur le commerce de marchandises.

ANNONCE DE LA DÉMISE EN SERVICE
DE LA BANQUE DE DONNÉES
DE LA BANQUE DE DONNÉES

| Code | Description | Quantité | Unité |
|------|-------------|----------|-------|
| 001 | ... | ... | ... |
| 002 | ... | ... | ... |
| 003 | ... | ... | ... |
| 004 | ... | ... | ... |
| 005 | ... | ... | ... |
| 006 | ... | ... | ... |
| 007 | ... | ... | ... |
| 008 | ... | ... | ... |
| 009 | ... | ... | ... |
| 010 | ... | ... | ... |
| 011 | ... | ... | ... |
| 012 | ... | ... | ... |
| 013 | ... | ... | ... |
| 014 | ... | ... | ... |
| 015 | ... | ... | ... |
| 016 | ... | ... | ... |
| 017 | ... | ... | ... |
| 018 | ... | ... | ... |
| 019 | ... | ... | ... |
| 020 | ... | ... | ... |
| 021 | ... | ... | ... |
| 022 | ... | ... | ... |
| 023 | ... | ... | ... |
| 024 | ... | ... | ... |
| 025 | ... | ... | ... |
| 026 | ... | ... | ... |
| 027 | ... | ... | ... |
| 028 | ... | ... | ... |
| 029 | ... | ... | ... |
| 030 | ... | ... | ... |
| 031 | ... | ... | ... |
| 032 | ... | ... | ... |
| 033 | ... | ... | ... |
| 034 | ... | ... | ... |
| 035 | ... | ... | ... |
| 036 | ... | ... | ... |
| 037 | ... | ... | ... |
| 038 | ... | ... | ... |
| 039 | ... | ... | ... |
| 040 | ... | ... | ... |
| 041 | ... | ... | ... |
| 042 | ... | ... | ... |
| 043 | ... | ... | ... |
| 044 | ... | ... | ... |
| 045 | ... | ... | ... |
| 046 | ... | ... | ... |
| 047 | ... | ... | ... |
| 048 | ... | ... | ... |
| 049 | ... | ... | ... |
| 050 | ... | ... | ... |
| 051 | ... | ... | ... |
| 052 | ... | ... | ... |
| 053 | ... | ... | ... |
| 054 | ... | ... | ... |
| 055 | ... | ... | ... |
| 056 | ... | ... | ... |
| 057 | ... | ... | ... |
| 058 | ... | ... | ... |
| 059 | ... | ... | ... |
| 060 | ... | ... | ... |
| 061 | ... | ... | ... |
| 062 | ... | ... | ... |
| 063 | ... | ... | ... |
| 064 | ... | ... | ... |
| 065 | ... | ... | ... |
| 066 | ... | ... | ... |
| 067 | ... | ... | ... |
| 068 | ... | ... | ... |
| 069 | ... | ... | ... |
| 070 | ... | ... | ... |
| 071 | ... | ... | ... |
| 072 | ... | ... | ... |
| 073 | ... | ... | ... |
| 074 | ... | ... | ... |
| 075 | ... | ... | ... |
| 076 | ... | ... | ... |
| 077 | ... | ... | ... |
| 078 | ... | ... | ... |
| 079 | ... | ... | ... |
| 080 | ... | ... | ... |
| 081 | ... | ... | ... |
| 082 | ... | ... | ... |
| 083 | ... | ... | ... |
| 084 | ... | ... | ... |
| 085 | ... | ... | ... |
| 086 | ... | ... | ... |
| 087 | ... | ... | ... |
| 088 | ... | ... | ... |
| 089 | ... | ... | ... |
| 090 | ... | ... | ... |
| 091 | ... | ... | ... |
| 092 | ... | ... | ... |
| 093 | ... | ... | ... |
| 094 | ... | ... | ... |
| 095 | ... | ... | ... |
| 096 | ... | ... | ... |
| 097 | ... | ... | ... |
| 098 | ... | ... | ... |
| 099 | ... | ... | ... |
| 100 | ... | ... | ... |

Storage
CA1 EA953 93M22 FRE
L'économie mexicaine en revue
(résumé)
43270160

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E

3 5036 20014222 5


20164 7 104566 120

